

Communiqué

La "fameuse" réunion tant attendue du CEC du 14.05.2008 s'est tenue et un document "livre III" y a été remis par la direction.

Ce document confirme, si besoin en était, le plan de suppressions d'emplois que la direction compte mettre en oeuvre.

Le calendrier est très rapide puisque la direction souhaite en finir pour le 26 juin prochain.

Ce plan ressemble comme deux gouttes d'eau à celui qui a été appliqué à Allianz France en 1992/1993 et qui a entraîné le départ de centaines de salariés "volontaires" poussés vers la porte et de nombreux drames sociaux et humains.

Il y ressemble même au mot près dans tous ses détails (ce qui est logique puisqu'il a été sans doute établi par les mêmes cabinets de consultants spécialisés en licenciements déguisés aux ordres d'Allianz).

Quant aux mesures concrètes envisagées, elles sont minimales ou tout simplement révoltantes quand il ne s'agit pas de simple blabla.

- Des mesures bidon bien connues comme "l'Antenne mobilité" ou les aides à la création d'entreprise de...15.000 euros (même pas le prix d'une baraque à frites !)
- Un pourboire de 1500 à 2500 euros de prime pour ceux qui acceptent la mobilité "volontaire" (forcée !).
- Une préretraite à seulement 57 ans (on avait eu des préretraites à 54 ans en 2000 et 56 ans en 2006) valable pour les seuls salariés des sites qui ferment.
- Des emplois envisagés chez les agents généraux AGF (ou la paye est inférieure de moitié et la convention collective bas de gamme !)
- Des indemnités de départ ridicules pour les salariés des sites qui devraient fermer (35.350 euros pour un salarié payé 1800 euros net âgé de 45 ans ayant 24 ans d'ancienneté aux AGF !). Même pas deux années de salaire net.
- Et, cerise sur le gâteau (infect) de la direction la promesse, sur les sites supprimés, d'une "revitalisation des bassins d'emplois" !

Face à ces mesures minimalistes ou révoltantes, il est à espérer que syndicats unis et salariés riposteront.

Et le plus tôt sera le mieux !

15.05.2008

Le SDEM appelle tous les salariés des AGF, employés, managers, inspecteurs, de Paris et de Province, touchés ou non (aujourd'hui) par le plan actuel de la direction à se joindre au débrayage appelé par les syndicats CFDT et CFE-CGC, le mercredi 21 mai de 11h à 12h, date et heure de l'assemblée générale des actionnaires d'Allianz à Munich.